

## Création de postes : les ministères gagnants et perdants en 2017



Le projet de loi de finances pour 2017, présenté le 28 septembre, prévoit de créer 13 847 postes dans le périmètre de l'État. Le gouvernement confirme sa stratégie de recrutement dans les ministères prioritaires : Intérieur, Défense, Justice, Éducation nationale. Les suppressions de postes se poursuivent notamment à l'Écologie et à Bercy.

Des chiffres et de la communication. Dans le cadre de la présentation, le 28 septembre, du projet de loi de finances (PLF) pour l'année 2017, le gouvernement a communiqué ses prévisions en matière de recrutement ([cliquez-ici pour lire la note de présentation](#) et [ici pour consulter le projet de loi](#)). Les grandes tendances étaient déjà connues puisqu'elles figuraient dans les prévisions budgétaires transmises au Parlement en juillet dernier.

Pour 2017, l'exécutif a budgétisé la création de 13 847 nouveaux postes dans le périmètre de l'État. Le gouvernement poursuit sa stratégie des ministères prioritaires et non prioritaires, à l'œuvre depuis l'alternance de 2012. Dans le détail, la Justice continue de faire l'objet d'un traitement spécial et enregistre la création de 2 100 postes – contre 2 225 l'année précédente –, notamment pour faire face à la pénurie de magistrats. Le ministère de l'Intérieur prévoit, lui, financièrement 1 746 recrutements nets supplémentaires, contre 4 770 l'année précédente.

### Réductions d'effectifs à Bercy et à l'Écologie

La Place Beauvau prévoit en effet 2 286 recrutements supplémentaires dans le périmètre de la police et de la gendarmerie, mais supprime dans le même temps 540 emplois dans ses autres départements. Le ministère de la Défense budgétise 464 ouvertures de postes, un chiffre en baisse par rapport à la loi de finances initiale de 2016 (+ 2 300 en loi de finances initiale).

Les services du Premier ministre gagnent 150 postes, l'Outre-mer 196, tandis que l'Éducation

nationale prévoit de son côté 11 712 recrutements (contre 8 561 l'année précédente). 950 nouveaux postes seront aussi créés dans les universités. Pour compenser ces créations d'emploi, plusieurs autres ministères perdront des postes : Affaires étrangères (- 48), Affaires sociales (- 80), Travail-Emploi (- 150). Bercy continue de fournir de gros efforts : - 1 540 après - 2 068 prévus dans la dernière loi de finances initiale. Tout comme le ministère de l'Écologie, touché lui aussi par les réductions d'effectifs (- 500 postes, après une perte de 932 postes prévue en 2016). Le ministère de la Culture est pour sa part préservé (ni gain ni perte).

La communication gouvernementale autour du PLF 2017 revient aussi sur les créations d'emplois sur l'ensemble du quinquennat. L'exécutif, qui se sait très attendu sur le sujet à quelques encablures de l'élection présidentielle, donne certaines précisions, mais pas toutes. L'objectif global fixé par François Hollande lors de sa campagne électorale de 2012 semble tenu : le chef de l'État a bel et bien stoppé les suppressions d'emplois massives à l'œuvre jusqu'en 2012.

## **L'éducation au centre des promesses**

À son départ, la droite avait revendiqué la suppression de 150 000 postes sur le quinquennat Sarkozy, notamment par l'intermédiaire du non-remplacement d'un fonctionnaire partant à la retraite sur deux. François Hollande, qui avait promis un gel, aura au final créé 29 474 postes (pour un effectif total considéré de près de 2 millions d'agents de l'État), assure le gouvernement.

Grand axe de la campagne du Parti socialiste en 2012, l'objectif de créer de 60 000 postes dans l'éducation nationale serait tenu, à en croire le gouvernement, qui ne donne toutefois pas toutes les indications pour comprendre. Le détail des chiffres mentionnés renvoie en effet aux créations de postes votées chaque année par le Parlement – les lois de finances initiales –, mais pas aux postes effectivement créés – après exécution du budget – pour les années 2013, 2014 et 2015. Une information sensible puisqu'on sait que chaque année, tous les postes ouverts ne sont pas pourvus dans l'éducation [\[cliquez ici pour lire notre article\]](#). Sollicité, Bercy n'a pas apporté de complément d'information à ce sujet.

Par Pierre Laberrondo